



L'écologie est à la mode ! Maintenant que tout le monde sait que notre écosystème est en danger, chacun y va de son petit refrain écologiste. Pourtant, il ne suffit pas d'en parler. Et aussi nécessaire soient-ils, il ne suffit pas non plus que chacun fasse les gestes de tris et d'économies d'énergie chez soi. C'est une autre politique qu'il faut mettre en place, tournée vers d'autres objectifs que le profit. La production, l'urbanisation, les déplacements, tout doit être repensé en fonction de cet impératif. Car ce n'est pas une mode : c'est une condition impérative de notre survie !

Le capitalisme, bien sûr, essaie de récupérer l'écologie. La mise en place d'un "capitalisme vert", d'un marché sur lesquels on peut spéculer sur les droits à polluer n'est qu'une nouvelle forme de financiarisation de l'économie. Et les banquiers, traders et autres financiers continuent de prospérer sur la dégradation de notre environnement. Tous ceux qui cautionnent le Traité de Lisbonne sont complices de cet état de fait. Il n'y a qu'une seule manière de répondre : faire primer l'intérêt général, sortir du Traité de Lisbonne.

Seul le service public a ce souci en tête. Dégagé des obligations de profits, gérés par des usagers et des élus du peuple, il est le seul à même de mettre en place les outils nécessaires pour répondre à l'urgence écologique. Au Front de Gauche, nous avons une proposition : la planification écologique. C'est une méthode qui permet à la fois d'impliquer les citoyens dans les politiques à mettre en œuvre, une prévision sur le long terme pour changer durablement et structurellement les choses et un autre prisme par lequel penser nos politiques.

Nous souhaitons mettre en place la planification écologique à tous les étages de la vie citoyenne de notre pays. A la tête de l'Etat, elle devrait figurer parmi les priorités du gouvernement ; dans les Régions, c'est le refus de la mettre en place par les majorités Parti Socialiste et Europe Ecologie dans les Conseils régionaux qui a fait que les élus Parti de

Gauche n'ont pas souhaité participé aux exécutifs ; des communes au communauté d'agglomération gérées par des élus du Parti de Gauche, elle est en train de se mettre en place. C'est d'ores et déjà le cas à l'agglomération Les Lacs de l'Essonne que je préside.

Les 20 et 27 mars prochains, ce sont les élections cantonales, chargées d'élire les élus au Conseil général. C'est donc fort logiquement que le Front de Gauche préconise une planification écologique départementale. Loin des discours, nous voulons l'écologie pour de bon, planifiée et cohérente dans le temps, avec la réorientation budgétaire qui aille dans ce sens. Elle seule permettra de lutter efficacement contre l'étalement urbain et les zones dortoirs, qui allongent nos temps de transport et fracasse les vies de famille. C'est en relocalisant l'économie, tant par des entreprises qui offrent des emplois de proximité correspondant au niveau de qualification des essonniens que dans l'agriculture, qui permettrait de développer le bio et l'approvisionnement alimentaire local, notamment des cantines de nos collèges et écoles. Il faut en finir avec le soutien aux pôles de compétitivité. Ils attirent le plus fréquemment des employés issus d'autres départements, eux-mêmes alors soumis à des temps de transport qui augmentent, au détriment du travail des essonniens, notamment les moins qualifiés. C'est également une mise en concurrence entre territoires qui dessert l'intérêt général.

Quiconque prend sa voiture sur les routes essonniennes ne peut que s'apercevoir que le "tout camion" est archi-dominant. Nationale 7, nationale 20, Autoroutes A6 et A10, francilienne : nos routes sont abîmées et encombrées. Il faut sortir de cette logique, cela passe par la mise en place d'un plan de transports des camions sur les trains, par une moins grande flexibilité qui permettrait au fret ferroviaire de redevenir la priorité du transport des marchandises et bien sûr par la relocalisation de l'économie. Cela va de pair avec le renforcement d'un service public de transports en commun beaucoup plus performant qu'il ne l'est aujourd'hui. Les Essonniens doivent privilégier les bus et les trains : ceux-ci doivent être de meilleure qualité, mieux desservir, et leur tarif ne doit pas être prohibitif. La tarification sociale et la gratuité doivent être étudiées.

On le voit, beaucoup de chantiers lourds à mettre en place. Ceci ne peut se faire sans l'implication des habitants et des usagers des services publics concernés. C'est ce que je propose de faire, à l'instar des autres candidats du Front de Gauche pour ces élections cantonales. Gare de Juvisy, zones d'agriculture bio, lutte contre l'étalement urbain, protection de nos ressources naturelles comme l'eau, aménagement de la nationale 7 ou de l'autoroute A6, le canton de Juvisy sur Orge-Savigny-Est n'est pas épargné par les enjeux départementaux. Il faut se doter d'élus qui portent des radicalités concrètes. C'est le sens de ma candidature.

Je compte sur votre soutien.